

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT
D'INDRE-&-LOIRE

Mairie de **CHINON**

Décision n° 2024.025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL A L'ANCIEN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL A L'ASSOCIATION AMICALE DU PERSONNEL COMMUNAL DE LA MAIRIE DE CHINON

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22 alinéa 5,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2020-044 en date du 16 juillet 2020 donnant délégation au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Vu la demande de mise à disposition de locaux présentée par Madame Chantal MORON, Présidente de l'association « Amicale du personnel de la mairie de Chinon », .

- DECIDE -

ARTICLE 1^{er} : Objet

Est conclue avec l'association Amicale du personnel de la mairie de Chinon une convention de mise à disposition d'un local au rez-de-chaussée de l'ancien Centre Technique Municipal pour y entreposer du matériel.

ARTICLE 2 : Durée

Cette mise à disposition est consentie à un titre gracieux pour une durée d'un an à compter du 1^{er} février 2024.

ARTICLE 3 : Conditions

Les conditions d'occupation des locaux sont contenues dans la convention.

ARTICLE 4 : Formalités

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Conseil Municipal et un extrait en sera publié sur le site de la ville de Chinon (www.ville-chinon.com).

ARTICLE 5 : Contrôle

Expédition de la présente décision sera adressée à la Préfecture d'Indre et Loire.

Fait à CHINON, le 14 mars 2024.

Le Maire,

The image shows a blue ink signature of Jean-Luc DUPONT written over a circular official seal. The seal contains the text 'MAIRIE DE CHINON' and a central emblem. The signature is a large, stylized cursive mark.

Jean-Luc DUPONT.

Certifié exécutoire

Publié ou notifié le 18/03/2024

M. le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.